

Le député Collard demande une commission d'enquête sur le financement islamiste par un État étranger



PROPOSITION DE RÉSOLUTION

tendant à la création d'une commission d'enquête sur le financement du prosélytisme islamiste et de la propagande salafiste par un État étranger,

présentée par Monsieur Gilbert COLLARD député.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Dans un ouvrage très documenté, deux journalistes grands reporters révèlent au confinement l'implantation, en France comme en Europe, des réseaux prosélytes financés par Qatar Charity, qui est la plus puissante organisation non gouvernementale localisée dans cet émirat.

Ce livre expose pour la première fois des documents confidentiels concernant un plan d'investissement établi en vue de l'implantation en France d'une mosquée liée aux Frères musulmans. Il révèle l'existence de 140 projets financés par cette ONG, d'édifices libres ou sous contrat avec l'État, marquées ou centres islamiques. Les auteurs de l'ouvrage recensent dix pays récepteurs et douze villes en France ciblées par ces investissements de la famille régnante à Doha, avec des fonds versés par Qatar Charity ou d'autres associations d'extrême droite.

Ce programme vise plus particulièrement à diffuser la culture islamiste auprès d'un public jeune. D'après les sources citées, les bâtiments abritant vingt-cinq églises en France seraient d'abord et déjà des lieux, en vue de leur transformation ultérieure en mosquées.

Il apparaît également que la fondation Qatar Charity, subventionnée par le ministère Qatari des Affaires étrangères sous l'égide de la famille régnante, finance en même temps des mosquées et écoles gérées par « Moucharraf de France » (c'est-à-dire les

UCD). Les fonds distribués en France s'élèveraient à 21 millions d'euros répartis sur Reims, Poitiers, Mantes-la-Jolie, Nîmes, Le Havre, Lyon, etc.

Rappelons à ce propos le cas du lycée Al Kadi de Lyon, dont le directeur a été démis de ses fonctions, cité à titre de la branche sportive d'Al Kadi, l'adversaire, en mars 2017, le recteur de l'académie de Lyon avait été à l'époque révoqué par le gouvernement français parce qu'il contenait l'insulteur de ce lycée privé.

Ensemble de ces révélations prouve qu'il existe des soutiens et plus encore à terme, des risques réels de dangers islamistes et de troubles à l'ordre public sur le territoire de la République française.

Rappelons en outre que des causes similaires alimentent l'activité d'un philosophe précheur salafite, mis en cause par la justice française et très proche des Frères musulmans.

De la même façon, Qatar Charity est très liée à la famille d'un homme politique extrêmement dangereux, coupable d'une attaque au couteau le 5 mars 2015 à la prison de Conde sur l'île de la Réunion.

Il est donc nécessaire que la représentation nationale vérifie l'exactitude des faits révélés, qu'elle en fasse le bilan exhaustif, qu'elle en mesure le danger et qu'elle en tire le cas échéant les précautions qu'elle s'impose.

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 13 avril 2019

Source [Le Salon Beige] Le député RN Gilbert Collard a demandé la création d'une commission d'enquête sur le financement du prosélytisme islamiste et de la propagande salafiste par un État étranger suite aux révélations du livre *Qatar Papers* sur l'organisation Qatar Charity.

13/04/2019 06:00